

Art. 9. – Les règles ci-dessus ne font obstacle ni à l'exercice normal de la mission des délégués du personnel, ni à d'autres mécanismes de concertation de dialogue avec les travailleurs au sein de l'entreprise.

Art. 10. – L'employeur doit tenir à la disposition du comité les moyens nécessaires au bon déroulement de ses activités.

Art. 11. – Le Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction publique du Travail, de l'Emploi et des Organisations professionnelles est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar le 23 décembre 2009.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE.

MINISTERE DU COMMERCE

DECRET n° 2009-1410 du 23 décembre 2009

portant création de la Commission Nationale d'Assistance aux Jeunes Marchands (CONAJEM).

RAPPORT DE PRESENTATION

Face à l'ampleur du phénomène de l'occupation des voies publiques dans les centres urbains par de jeunes commerçants ambulants, il est apparu nécessaire d'organiser et de rationaliser cette activité.

C'est l'objet de la Commission nationale d'Assistance aux Jeunes Marchands.

Celle-ci aura, notamment pour missions :

- de recenser les jeunes marchands ambulants ;
- de mettre en place un centre de formation multifonctionnelle en vue de leur insertion professionnelle ;
- de contribuer à la conception, au financement et à la réalisation de projets permettant aux bénéficiaires de disposer de revenus appropriés en vue d'améliorer leur condition de vie ;
- de convenir avec les élus locaux des lieux d'implantation adéquats pour ces marchands.

La Commission comprend des membres de l'administration, du parlement et des représentants du secteur privé.

Au niveau des régions, la Commission aura des antennes locales présidées par le Gouverneur de région. La composition des antennes sera fixée par arrêté du Ministre chargé de l'Intérieur.

Ses ressources financières sont constituées d'une dotation budgétaire, des subventions versées par les partenaires au développement des dons et legs.

Ce dispositif permettra au Sénégal d'assurer un meilleur encadrement des jeunes commerçants pour la modernisation de leurs activités.

Telle est Monsieur le Président de la République, l'économie du présent projet de décret, que j'ai l'honneur de soumettre à votre signature.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2009-459 du 7 mai 2009 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié ;

Vu le décret n° 2009-1381 du 3 décembre 2009 portant réaménagement du Gouvernement et notamment un nouveau ministre ;

Sur le rapport du Ministre du Commerce.

DECRETE :

Article premier. – Il est créé une Commission nationale d'Assistance aux Jeunes Marchands (CONAJEM) placée sous l'autorité du Président de la République.

Au niveau des régions, la Commission aura des antennes locales présidées par le Gouverneur de région. La composition des antennes sera fixée par arrêté du Ministre chargé de l'Intérieur.

Art. 2. – Objet.

La Commission a pour mission notamment :

- de recenser les jeunes marchands ambulants ;
- de mettre en place un centre de formation multifonctionnelle en vue de leur insertion professionnelle ;
- de contribuer à la conception, au financement et à la réalisation de projets permettant aux bénéficiaires de disposer de revenus appropriés en vue d'améliorer leur condition de vie.

Art. 3. – Composition.

La Commission est présidée par le représentant du Président de la République :

- un représentant du Premier Ministre : Vice-président ;
- un représentant du Sénat ;
- un représentant de l'Assemblée nationale ;
- un représentant du Conseil Economique et Social ;
- un représentant du Ministre de l'Intérieur ;

- un représentant du Ministre chargé du Commerce ;
- un représentant du Ministre chargé de la Formation professionnelle ;
- un représentant de l'Union Nationale des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Informel et des relations avec le Secteur privé ;
- un représentant de l'Association des Maires du Sénégal ;
- un représentant de l'Association des Conseillers régionaux ;
- un représentant de l'Association des Conseillers ruraux ;
- deux représentants du secteur privé, désignés par le Ministre chargé des Organisations professionnelles ;
- trois représentants de la Société civile, chargés des questions juridiques, financières et de la communication, cooptés parmi les organisations les plus représentatives de la Société civile et désignés par le Ministre de l'Intérieur ;

- un représentant par Fédération de Marchands.

Art. 4. - Ressources.

Les ressources de la Commission sont constituées par :

- une dotation budgétaire de l'Etat ;
- des sommes mises à la disposition de l'Etat par ses partenaires dans le cadre des accords de coopération ;
- des subventions, libéralités, dons et legs qui pourraient être versés par toute personne ou organisme donateur.

Les ressources de la Commission sont entièrement utilisées au seul bénéfice des objectifs poursuivis.

Art. 5. - La Commission est soumise aux vérifications des corps de contrôle de l'Etat. Un arrêté précisera les modalités de fonctionnement de la Commission et de ses démembrements régionaux.

Art. 6. - Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar le 23 décembre 2009.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE.

DECRET n° 2009-1435 en date du 24 décembre 2009 portant report des élections en vue du renouvellement du mandat des élus de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Kaolack.

Article premier. - Les élections pour le renouvellement des élus de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Kaolack prévues le 27 décembre 2009, sont reportées au mois de mars 2010.

Art. 2. - Le mandat des membres titulaires et suppléants de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Kaolack est prorogé de trois mois.

Le Ministre du Commerce est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

DECRET n° 2009-1436 en date du 24 décembre 2009 portant report des élections en vue du renouvellement du mandat des élus de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Kaffrine.

Article premier. - Les élections pour le renouvellement des élus de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Kaffrine prévues le 27 décembre 2009, sont reportées au mois de mars 2010.

Art. 2. - Le mandat des membres titulaires et suppléants de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Kaffrine est prorogé de trois mois.

Le Ministre du Commerce est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

ARRETE MINISTERIEL n° 11404 en date du 10 décembre 2009 fixant la composition de l'Assemblée de la Chambre du Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de la Région de Dakar.

Article premier. - En application de l'article 5 du décret n° 2003-827 du 10 octobre 2003 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture, l'Assemblée Générale de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de la Région de Dakar est composée de 60 membres titulaires et 40 membres suppléants répartis ainsi qu'il suit :